

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La chute de Sfeira près d'Alep

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 4 NOVEMBRE 2013

ENGLISH



La chute de Sfeira près d'Alep, un changement stratégique majeur

Par Ghaleb Kandil

Les échanges d'accusations de trahison et de lâcheté sur les médias des groupes armés en Syrie suffisent à eux seuls à comprendre l'importance stratégique de la libération de la ville de Sfeira, au sud-est d'Alep, par l'Armée arabe syrienne et les unités de la défense nationale.

Ces derniers mois, les groupes armés avaient massé dans cette localité d'importantes troupes, les unités les mieux équipées et celles disposant des plus gros moyens financiers. On y trouvait le Front al-Nosra et l'État islamique d'Irak et du Levant, affiliés à Al-Qaïda, Liwaa al-Islam, dirigé par Zahran Allouche, l'homme de Bandar Ben Sultan en Syrie, Ahrar al-Cham, et un conseil militaire local rattaché à l'Armée syrienne libre. Ces groupes jouissaient de lignes de ravitaillement ouvertes vers la frontière avec la Turquie,

d'où étaient acheminés armes, munitions, argents et renforts en combattants venus de l'étranger. Le soutien le plus importants provenait d'Arabie saoudite, selon les correspondants de la presse étrangère.

Ces groupes ont jeté toutes leurs forces dans la bataille pour tenter de garder Sfeira en raison de sa position stratégique. Il s'agit en effet d'un nœud important commandant l'accès à la campagne sud-est d'Alep ; elle est située non loin de l'aéroport international d'Alep et de l'aéroport militaire de Koueirès ; elle est proche de la région d'Al-Bab, qui commande l'accès à Alep.

Elle constitue un point d'équilibre décisif à l'intérieur d'Alep et de sa province, car elle est située non loin des industries de la défense et de la route d'approvisionnement, qui relie les provinces de Hama et d'Alep. De plus, elle se trouve sur l'axe de communication routier entre la province d'Alep et des régions de l'est, à Raqqa.

Pour toutes ces raisons, la libération de Sfeira aura des répercussions décisives sur les équilibres militaires dans le pays.

L'Armée arabe syrienne et les unités de la défense civile ont réussi à libérer Sfeira après la reprise de Khanasser et de ses environs, il y a quelques semaines, ce qui lui avait permis de rouvrir la voie approvisionnement Hama-Alep, appelée la « route du désert ».

L'avancée rapide de l'armée syrienne est une preuve de ses hautes capacités et de sa solidité, qui surprennent les observateurs. Mais elle confirme, aussi, le changement de l'humeur populaire des Syriens, qui rejettent les exactions des groupes extrémistes, déchirés par des luttes intestines autour des butins. L'effondrement du camp hostile à la Syrie avec l'apparition de profondes divergences entre l'Arabie saoudite d'un côté, le Qatar et la Turquie de l'autre, est un signe supplémentaire de l'échec de la guerre universelle contre la Syrie.

Les groupes armés qui combattent l'État syrien, ne sont que des façades pour des puissances étrangères. Ils ont sombré dans une profonde dépression après que les États-Unis aient été contraints d'abandonner leur projet d'agression contre la Syrie. Leurs défaites sur le terrain s'accélérent et la reprise de Sfeira sera suivie d'autres victoires dans les différentes régions du pays.

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« La situation en Syrie évolue dans le sens du renforcement du régime, face à l'incapacité de l'opposition d'unifier ses rangs et de modifier les rapports de force sur le terrain, en dépit de toutes les pressions exercées dans ce sens et de toute l'aide et le soutien qu'elle reçoit, alors que l'humeur populaire est en train de se tourner vers le régime, face à l'exemple donné par les groupes de l'opposition et à cause aussi de la disparition des possibilités d'une intervention militaire étrangère en Syrie. Toutes ces données aboutissent : il n'y a pas de solution militaire en Syrie. La seule solution possible est politique et se fait par le dialogue, sans conditions préalables. La conférence de Genève 2 ouvre un horizon. Malgré cela, un État régional est très dérangé de cette situation et je ne révèle pas un secret, tout comme je ne suis pas en train de lancer des accusations injustes en disant qu'il s'agit de l'Arabie saoudite. Ce pays a envoyé des dizaines de milliers de combattants en Syrie et certains disent que près de 30 milliards de dollars ont été versés pour aider l'opposition, sans parler de la pression médiatique. Tout a donc été essayé et tous les moyens disponibles utilisés pour renverser le régime. Mais la politique, c'est aussi l'art du possible. Il faut donc être réaliste et reconnaître qu'il ne peut pas y avoir de solution militaire. Refuser cela signifie causer encore plus de mort, augmenter les violences, la crise économique et les pressions sur le Liban et les pays voisins, sans oublier la Palestine. Cette obstination à vouloir continuer dans l'option militaire est sans horizon. Ceux qui s'entêtent à refuser la solution politique, devrait l'accepter au plus tôt, car les conditions actuelles seront meilleures que celles qui vont suivre, la situation n'évoluant pas en faveur de leurs calculs. En Syrie, le front international, régional et interne qui voulait renverser le régime pour contrôler ce pays a échoué. Il est donc temps d'être plus réaliste. Sauf si le 14-Mars a une autre lecture. À partir de là, les parties libanaises doivent cesser de retarder la relance des institutions en attendant des développements qui ne viendront pas. Au 14-Mars, je dis : Saisissez cette chance. Ce n'est pas une menace, mais un conseil.

Et celui qui veut rentrer par l'aéroport de Damas restera chez lui. Qu'il rentre plutôt par l'aéroport de Rafic Hariri qui est ouvert à tous les Libanais. Le 14-Mars devrait accepter la formation d'un gouvernement sur la base de la formule 9-9-6. Notre camp fait une concession en acceptant cette formule, car il réclamait jusqu'à présent une représentation proportionnelle au poids parlementaire. »

Nabih Berry, président du Parlement libanais

« Le Liban détient là une équation en diamant, celle du peuple-armée-Résistance. Les richesses gazières sous-marines du Liban doivent être protégées. Deux dangers nous menacent, Israël est le premier, l'autre est le terrorisme que d'une certaine manière nourrissent la crise économique et sociale, le chômage, le manque d'emplois et le besoin croissant de nos frères déplacés. C'est le terreau idéal pour le développement du terrorisme. Au Liban, je parie toujours sur le dialogue. L'instauration de rapports de confiance entre le Liban et l'Iran aura des répercussions heureuses sur notre pays (...) Dans les coulisses de l'Organisation pour l'élimination des armes chimiques à La Haye, certains, de manière non officielle, songent que le Liban pourrait servir de décharge aux armes chimiques syriennes. Qu'on n'y songe pas. Aucune force ne nous imposera une telle solution. »

Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste au Liban

« Il nous faut remettre sur le tapis une fois de plus l'initiative politique de M. Nabih Berry, dans laquelle il appelle à mettre fin à l'interaction de tous les protagonistes libanais dans la crise syrienne. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de la 'politique de distanciation'. Hélas, l'appel de M. Berry est tombé dans des oreilles sourdes, de sorte qu'on a raté une nouvelle occasion d'aller vers le dialogue et les retrouvailles entre Libanais à l'heure où ces derniers se doivent d'œuvrer en vue d'épargner au Liban de redevenir une scène de règlements de comptes. On dirait que d'aucuns croient que les affrontements entre Bab el-Tebbané et Jabal Mohsen pourraient changer le cours des choses en Syrie. L'équation prend des dimensions internationales qui vont bien au-delà de quelques éléments armés à Tripoli, et même au-delà de ceux qui les parrainent. Certains font preuve de contradiction en

appelant le gouvernement à se réunir pour désarmer Tripoli, alors qu'ils refusent toute autre réunion du cabinet et même du Parlement sous prétexte qu'il s'agit d'un gouvernement démissionnaire. »

Ammar Moussaoui, responsable des relations internationales du Hezbollah

« Le Hezbollah soutient toute solution politique en Syrie fondée sur la participation de toutes les parties sans condition préalable. La déclaration du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, au sujet de la résolution 1559, manque de rigueur et d'objectivité et reflète un parti pris. Par conséquent, elle dessert le rôle dont est investi le secrétaire général. La communauté internationale doit tenir ses promesses et ses engagements en ce qui concerne l'aide à apporter aux réfugiés. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

« La formule magique, Armée-Peuple-Résistance n'est plus. La formule Armée-Peuple-Institutions en est désormais le substitut. L'ingérence du Hezbollah en Syrie est une défaite. Bachar al-Assad, ami de Nasrallah, ne restera pas au pouvoir. »

Abbas Ibrahim, directeur de la Sûreté général libanaise

« Il y a près d'un mois, nous avons pu entrer en contact avec une personne qui nous a indiqué le lieu de détention des deux évêques. Il y a des contacts indirects avec leurs ravisseurs. C'est un point de départ essentiel qui nous permet d'aboutir à des résultats satisfaisants. Les circonstances qui entouraient le dossier des otages libanais d'Aazaz étaient meilleures que celles qui entourent le dossier des évêques. Car dans le cas des deux dignitaires religieux, aucune partie n'a revendiqué le rapt. Nous avons mis quatre mois pour localiser l'endroit où ils sont séquestrés et identifier la partie qui les détient. C'est un point important pour mener les négociations. »

Walid Moallem, ministre syrien des Affaires étrangères

« La Syrie participera à Genève-2 sur la base du droit exclusif du peuple syrien à décider de son avenir politique, à choisir ses dirigeants et sur le refus de toute forme d'intervention extérieure. Le dialogue se fera entre Syriens. Nous rejetons toute interférence

régionale et internationale. Toutes les déclarations et communiqués, y compris celui de Londres sur l'avenir de la Syrie, constituent une atteinte au droit du peuple syrien et des pré-conditions au dialogue entre Syriens avant que celui-ci soit entamé. »

Lakhdar Brahimi, envoyé international pour la Syrie
« Beaucoup de ceux qui sont autour du président Bachar al-Assad considèrent que sa candidature pour un nouveau mandat présidentiel est un fait acquis. Lui estime que c'est son droit absolu. Il pense surtout à terminer son mandat. Ce que l'Histoire nous apprend, c'est qu'après une crise comme celle-ci, on ne peut pas revenir en arrière. Le président Assad peut donc contribuer utilement à la transition entre la Syrie d'avant, qui est celle de son père et la sienne, et ce que j'appelle la nouvelle République de Syrie. Depuis l'accord sur la destruction de l'arsenal chimique syrien, M. Assad qui était un paria est devenu un partenaire, mais Bachar n'a jamais été désarçonné et quoi que les gens disent, il n'a jamais douté, ni de son bon droit, ni de sa capacité à l'emporter. »

Événements

• Une série d'attaques à connotation confessionnelle ont fait une vingtaine de blessés la semaine dernière dans les rangs de la communauté alaouite dans la ville de Tripoli, théâtre d'affrontements meurtriers liés au conflit en Syrie. L'épisode le plus violent a eu lieu samedi lorsque des éléments armés sunnites ont attaqué un bus transportant des travailleurs alaouites, faisant neuf blessés. Les hommes armés ont ouvert le feu sur le bus et ont ensuite frappé certains des travailleurs. Les neuf victimes, blessées par balles ou par des coups ont été transportées à l'hôpital. Le bus dans lequel ils se trouvaient s'est arrêté à l'entrée du quartier de Bab el-Tebbaneh. C'est alors que les hommes armés ont attaqué. Le président de la République Michel Sleiman a dénoncé l'attaque. Il a appelé le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi afin qu'il le mette au courant des mesures prises pour régler cette affaire et rétablir l'ordre dans la ville. Le Parti arabe

démocratique (de Rifaat Eid) a pour sa part dénoncé dans un communiqué l'incident du bus. Il a fait assumer la responsabilité à ceux qui interdisent à l'armée de se déployer à Bab el-Tebbaneh, appelant le président Sleiman à dévoiler les raisons de cette interdiction.

- Le secrétaire général du Parti arabe démocrate, Rifaat Ali Eid, a affirmé que « personne n'a évoqué à ce jour le nom de Bassam Halabi », un agent des FSI qui, précise-t-il, le jour de l'arrestation de Youssef Diab (l'un des accusés dans l'affaire de la double explosion de Tripoli) est venu proposer à ce dernier de fuir « parce qu'il est recherché » par les autorités. « Si la justice venait à innocenter Youssef Diab et Ahmad Ali (qui se trouve également aux mains de la justice pour la même affaire), le service de renseignement des FSI sera-t-il pour autant dissous pour avoir provoqué une discorde ? » s'est-il demandé. Réitérant son manque de confiance dans les services de renseignement des FSI, Rifaat Eid a demandé que le dossier ne soit plus entre les seules mains des FSI, mais qu'il soit confié à un comité mixte formé des services de l'armée, de la justice militaire, de la Sûreté générale et des FSI.

- La chaîne de télévision libanaise LBC a rapporté que deux voitures piégées ont récemment été introduites en territoire libanais en vue d'être envoyées dans la Békaa ou dans la banlieue sud de Beyrouth par le groupe qui planifie les attentats. La LBC n'a pas exclu que les véhicules piégés aient déjà été acheminés vers des endroits proches des cibles qui leur ont été assignés.

- L'Agence nationale d'information (Ani-officielle) a rapporté que les forces de sécurité libanaises ont effectué mercredi matin une descente dans une maison du village de Obeidate, dans le caza de Jbeil, arrêtant neuf Syriens accusés de terrorisme. Une enquête a été ouverte.

- Le président français François Hollande a exprimé samedi soir dans un communiqué son « indignation » après la mort de deux journalistes de RFI au Mali et annoncé qu'il réunira dimanche matin les ministres concernés « pour établir précisément les conditions de ces assassinats ». Les deux journalistes français de Radio France Internationale, Claude Verlon et Ghislaine Dupont, ont été enlevés

samedi à Kidal dans le nord du Mali par des hommes armés et retrouvés morts, a annoncé samedi le ministère français des Affaires étrangères.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Imad Marmal (28 octobre 2013)

Le président du Parlement, Nabih Berry, a qualifié de « propos inacceptables et sans fondements » les accusations selon lesquelles il s'emploierait à mettre en place un pouvoir parlementaire. « Il n'est pas normal et il n'est pas acceptable que le pouvoir législatif soit l'otage de l'humeur de la personne du Premier ministre, quel qu'il soit, de sorte qu'il puisse torpiller la Chambre et quelque 30 institutions et organes publics relevant de la présidence du conseil, s'il décide de démissionner », a-t-il ajouté. « Je ne permettrais pas que l'activité du Parlement, qui est une institution souveraine, soit paralysée à cause d'une telle démission », a-t-il encore dit avant d'ajouter : « Certes, je suis le président du Parlement, mais je ne résume pas à moi seul cette institution. Il ne faut pas juger le rôle de la Chambre en partant de la position que certains peuvent avoir de mon égard. Si Saad Hariri, Fouad Siniora ou Najib Mikati occupent le poste de Premier ministre, cela ne signifie pas qu'ils résument à eux seuls tout le Conseil des ministres réuni (...) Même si mon père revenait de sa tombe, et portait atteinte au Parlement, je me serais opposé à lui ».

M. Berry a par ailleurs estimé que si la Constitution fixé au Premier ministre désigné un délai pour former le gouvernement, comme le propose le chef du Courant patriotique libre, Michel Aoun, le cabinet aurait vu le jour depuis longtemps.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(1er novembre 2013)

Des contacts et des rencontres politiques axés sur le dossier gouvernemental ont eu lieu ces dernières mais n'ont abouti qu'à la confirmation par les différentes parties de leurs positions, notamment le refus du 14-Mars de la formule 9-9-6 (neuf

ministres pour le 14-Mars, neuf pour le 8-Mars et six pour les centristes).

Dans ce contexte, une réunion a eu lieu mercredi soir loin des projecteurs entre le Premier ministre démissionnaire, Najib Mikati, et le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joublatt. Rien n'a filtré sur la teneur de l'entretien. Des sources concernées se sont contentées de dire que cette réunion s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques entre les deux hommes, qui ont exposé, à cette occasion, leurs lectures respectives des développements internes et régionaux.

Walid Joublatt, qui a exprimé son soutien à la formule 9-9-6, expliquera son point de vue lors d'une interview télévisée mardi prochain.

An-Nahar (30 octobre 2013)

Ibrahim Bayram

Les dossiers évoqués par le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, dans sa dernière allocution télévisée, constituent une nouveauté dans le discours du leader du Hezbollah. Première point inédit, l'invitation indirecte adressée par sayyed Nasrallah au chef du Courant du futur, Saad Hariri, à rentrer à Beyrouth. Cette appel a été précédé par un appel semblable adressé par le président du Parlement, Nabih Berry, à l'ancien Premier ministre. Il s'agit d'une invitation sérieuse. Sayyed Nasrallah a commencé à adopter une nouvelle approche, convaincu que la page du passé a été tournée et que les signes d'une ère nouvelle commencent à se profiler à l'horizon. Lors de sa dernière apparition télévisée, le leader du Hezbollah a semblé esquisser les contours d'une nouvelle feuille de route pour la période à venir, notamment sur le plan interne. Il a appelé ses détracteurs à se rendre à l'évidence, et à accepter les contraintes de la situation qui prévaut actuellement et à ne pas tarder à accepter ce qui leur est offert, car l'avenir pourrait leur réserver des développements qui pourraient ne pas être dans leur intérêt. Certains pensent que cette approche illustre une volonté du Hezbollah de modifier les règles du jeu ainsi que les bases de sa relation avec ses adversaires.

Autre nouveauté, l'allusion faite par sayyed Nasrallah sur le fait qu'une page de sept ans, remontant à l'adoption de la résolution

1559, a été tournée. Pour parvenir à cette conclusion, sayyed Nasrallah s'est appuyé sur plusieurs données internes et externes. Les avancées réalisées sur le terrain en Syrie constituent, sans doute, l'un des plus importants facteurs de la confiance retrouvée par le Hezbollah. Mais sur la scène interne aussi de nombreux autres facteurs rassurent le parti. Par exemple, à Tripoli, où le camp adverse, qui a voulu y attiser les feux afin d'épuiser le 8-Mars, notamment le Hezbollah, n'a pas réussi à atteindre ce but. Au contraire, les événements dans cette ville se sont répercutés négativement sur les personnalités tripolitaines de premier plan relevant proche du 14-Mars.

An-Nahar (28 octobre 2013)

Rosanna Bou Mouncef

Des informations diplomatiques soulignant que les négociations entre Téhéran et Washington s'articuleront sur deux volets : le dossier nucléaire iranien qui consiste à ce que l'Iran renonce à ses ambitions nucléaires en échange de l'annulation des sanctions internationales qui lui sont imposées ; la normalisation des relations bilatérales entre l'Iran et les États-Unis, en échange de la reconnaissance par Washington des intérêts stratégiques de Téhéran dans la région du Proche-Orient. Les mêmes sources estiment que ceci signifie que les États-Unis continueront à reconnaître l'influence de l'Iran en Irak et prendront en considération son influence en Syrie ainsi que la protection de ses intérêts dans ce pays, indépendamment de la nature du pouvoir sur lequel débouchera la crise syrienne. Il y va de même pour le Liban. Il s'agit donc de remettre pratiquement à l'Iran toutes les cartes et de lui céder ses zones d'influence, connus sous le nom de « croissant chiite ». Les sources diplomatiques pensent qu'il n'y aura aucun obstacle entravant une telle démarche, sauf peut-être les fortes objections d'Israël ainsi que l'influence qu'il pourrait avoir sur le Congrès états-unien afin de le porter à mettre la pression sur Obama à cet égard.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance, 30 octobre 2013)

Nader Heter, Jordanie

Dans son dernier discours, le secrétaire général du Hezbollah,

sayed Hassan Nasrallah, a mis le doigt sur la pointe empoisonnée plantée dans la plaie béante du Machreq arabe. Le royaume d'Arabie saoudite est le dernier pays qui continue de vivre dans ses illusions, en misant sur le renversement du régime syrien par la force, et continue de financer et d'armer les groupes terroristes et de mettre la pression sur les forces de l'opposition qui lui sont inféodées pour rejeter la solution politique proposée par la conférence de Genève-2. Aujourd'hui, l'heure de vérité a sonné. Riyad doit comprendre que les rapports de force ne lui permettent plus de continuer à souffler sur les braises dans la région sans être affecté par les répliques des secousses qu'il provoque. Il est encore possible, par pour très longtemps, que les Saoudiens opèrent un virage vers une réconciliation avec Damas. Mais l'Arabie saoudite est actuellement dans le coma, dans un état de mort clinique. Les dirigeants saoudiens se sont accrochés dernièrement avec États-Unis, leur parrain stratégique. Dans la période à venir, les pressions US sur le royaume vont s'intensifier.

Al-Akhbar (30 octobre 2013)

Ibrahim Al-Amine

L'Iran a lancé un signal sur ses dispositions à discuter de la crise syrienne de sorte à ouvrir les portes devant ceux qui souhaitent dialoguer, sans les contraindre à opérer un virage politique complet, en un seul mouvement. Le Qatar, la Turquie et le Hamas ont saisi cette opportunité. Le point commun entre eux c'est la confrérie des Frères musulmans et leur implication dans un projet contre le régime syrien.

Voilà ce qui s'est passé dernièrement :

- ▶ Le Hamas est entré en contact avec le Hezbollah au Liban et avec des responsables iraniens. De sérieux progrès ont été enregistrés, poussant le mouvement palestinien à encourager les Qataris et les Turcs à établir un contact rapide et intense avec l'Iran.
- ▶ La décision US et occidentale de transférer la gestion du dossier de l'opposition armée syrienne du Qatar et de la Turquie à l'Arabie saoudite a mécontenté Ankara et Doha.
- ▶ Téhéran est parvenu à des arrangements permettant l'élargissement des bases du dialogue avec ces parties. Dans le même temps, il les a encouragées à faire un pas vers la Syrie. Les

Turcs et les Qataris ont fait des gestes de bonne volonté, en commençant par le dossier des otages libanais d'Aazaz. Cela a été une occasion de transmettre des messages, via des médiateurs et des émissaires, à qui de droit à Damas et dans la banlieue sud de Beyrouth.

- ▶ Doha a exprimé le souhait de rétablir le contact avec le Hezbollah, sans le lier au débat sur la crise syrienne. Car le Qatar —de même que Damas et tous les autres— sait qu'il est incapable d'opérer un virage complet actuellement, même s'il s'est dit disposé à introduire de grands changements sur sa politique. Les responsables qataris ont d'ailleurs préparé le terrain en faisant assumer à l'ancien Premier ministre, Hamad Ben Jassem, la responsabilité des politiques antérieures.

- ▶ Il est apparu que les Turcs et les qataris sont confrontés à une échéance difficile dans le nord de la Syrie, après que l'Arabie saoudite ait incité les groupes salafistes qu'elle contrôle et sur lesquels ils ont une influence (Eiil et Front al-Nosra), à lancer des opérations préventives pour empêcher « tout bazar turco-qatari » à ses dépens. Ankara et Doha ont exprimé une volonté de coopération en convainquant des groupes rebelles d'entamer un dialogue avec le régime. La Turquie a quelque peu durci ses mesures de sécurité à sa frontière et le Qatar a réduit son aide financière.

- ▶ Le Hezbollah n'a pas fermé la porte devant le Qatar, mais il ne l'a pas ouvert en grand. Il a donné un signal lent sur le fait qu'il ne refusait pas la reprise du contact, tout en expliquant que la position à l'égard de la crise syrienne reste essentielle.

- ▶ Des parties régionales et internationales ont réalisé que la conférence de Genève 2, si elle a lieu, serait un tournant qui conduirait à des mesures encore plus dramatiques. C'est pour cela que l'Arabie saoudite insiste pour torpiller cette conférence et intensifie ses efforts pour prendre le contrôle de tous les groupes armés, y compris des brigades de l'Armée syrienne libre en contact avec la Turquie et le Qatar.

- ▶ Un des messages qataris indique que Doha parie sur des arrangements acceptables entre le régime syrien et l'opposition, qui provoquerait des changements dans la réalité politique en Syrie. Si cela se produit, le Qatar serait prêt à appuyer sur le bouton

du changement tous azimuts, médiatique, politique et sécuritaire. Il serait même disposé à annoncer un programme d'aide financière pour reconstruire ce que la guerre a détruit.

Al-Akhbar (29 octobre 2013)

Nicolas Nassif

Des responsables officiels ayant rencontré ces derniers jours des ambassadeurs occidentaux, dont des représentants de grandes puissances, font savoir ne pas avoir eu l'impression que les développements en cours dans la capitale du Nord constituent une source de préoccupation pour les diplomates. Certains d'entre eux auraient fait le lien entre ce qui se passe à Tripoli et les informations relatives à une opération militaire que l'armée syrienne envisagerait de mener à Qalamoun, et dont les répercussions se feront sentir au-delà de la frontière libano-syrienne, tandis que d'autres auraient dit ne pas avoir une image claire de ce qui se passe au Nord faute d'informations précises.

Les responsables libanais auraient constaté donc que, pour les diplomates, les événements de Tripoli, malgré leur gravité, ne sont pas de nature à saper la stabilité générale dans le pays. Les ambassadeurs auraient par contre exprimé une préoccupation à l'égard de la montée inattendue des courants salafistes extrémistes en Syrie, de leur acquisition de grandes quantités d'armes et de leur arrivée au Liban. Ils auraient également fait part de leurs craintes quant à l'imminence de la bataille de Qalamoun, considérant que cette bataille, qui sera le cas échéant politique et confessionnelle plutôt que militaire, ne conduira pas au changement des rapports de force, mais accentuera le conflit entre sunnites et chiites.

Ad-Diyar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(31 octobre 2013)

Le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, a critiqué devant ses visiteurs le rejet par le chef du Courant futur, Saad Hariri, de la formule gouvernementale des 9-9-6 (neuf ministre pour le 14-Mars, 9 pour le 8-Mars et six pour les centristes).

M. Joumblatt a déclaré que « le 14-Mars a perdu la bataille et Bachar al-Assad a renforcé ses cartes, ce qui laisse présager son

maintien au pouvoir. » « Le président syrien est en position de force, contrairement à ce qui était le cas il y a quelques mois », a-t-il dit. Sur un ton ironique, le chef du PSP souligne que « la seule revendication du 14-Mars aujourd'hui se résume à son refus d'accorder le tiers de blocage au 8-Mars, sans que Saad Hariri ne décrypte l'évolution de la situation, qui n'est pas dans notre intérêt dans la période actuelle ».

M. Joumlatt estime qu'« il vaut mieux être positif avec l'axe de la Résistance en attendant l'émergence de nouvelles réalités internationales, à travers la participation à un gouvernement qui ne serait pas basé sur la formule des 3x8 ». Il a en outre reproché à M. Hariri de ne pas appliquer une politique flexible et de ne pas faire preuve de coopération en participant à un gouvernement au sein duquel le Hezbollah disposerait du tiers de blocage.

Selon M. Joumlatt, « le 8-Mars est capable de paralyser le pays alors que Saad Hariri adopte des positions de principes sans prendre en considération le fait que lui-même, ses alliés et nous tous, avons perdu la bataille. Il est préférable de participer à un gouvernement qui gèrerait les affaires du pays en attendant que de nouveaux équilibres apparaissent ».

Ad-Diyar (29 octobre 2013)

Une réunion regroupant le président du Parlement, Nabih Berry, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, et le leader du Courant patriotique libre (CPL), le général Michel Aoun, pourrait avoir lieu prochainement pour débattre de la période à venir.

Cette rencontre est désormais possible après que le Hezbollah ait réussi à désamorcer un grand nombre de mines, permettant l'ouverture d'une nouvelle page dans les relations entre le Mouvement Amal et le CPL.

Une délégation du Hezbollah devrait prochainement se rendre chez le général Aoun pour examiner avec lui le dossier du pétrole, après que les différentes composantes du 8-Mars se soient mises d'accord pour la tenue d'une réunion du Conseil des ministres consacrée à cette question.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(31 octobre 2013)

Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a rencontré, mercredi, un grand nombre de cadres supérieurs et religieux avec qui il a évoqué les derniers développements politiques. Il aurait déclaré à ses interlocuteurs : « Le camp de la guerre contre la Syrie a été défait et l'axe de la Résistance a remporté cette bataille. Nous sommes dans la dernière ligne droite pour concrétiser cette victoire. »

Évoquant le dossier syrien, sayyed Nasrallah a ajouté que « le camp de la guerre contre la Syrie est arrivé à une impasse. Il ne lui reste plus qu'à se plier aux nouvelles réalités et à prendre le chemin du règlement politique. Cependant, certains États régionaux continuent de dresser des obstacles mais ils arriveront, en fin de compte, à la conclusion que l'entêtement ne les mènera à rien ».

Sur le plan libanais interne, le chef du Hezbollah a estimé que la période à venir devrait connaître des éclaircies politiques, dans le sillage des déblocages régionaux et internationaux ».

Au niveau de la sécurité, sayyed Nasrallah a exprimé la crainte d'attentats terroristes pendant les cérémonies d'Achoura, précisant que le parti a renforcé sa coordination avec les services de sécurité, qui disposent de toutes les données. À son tour, le Hezbollah prendra des mesures pour empêcher que des actes terroristes ne soient commis.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens, 1er novembre 2013)

Après les concertations qu'il a effectuées avec les membres de son bloc parlementaire autour des développements au Liban, Saad Hariri a réaffirmé son attachement à sa proposition portant sur la formation d'un gouvernement neutre, ont indiqué des sources proches de l'ancien Premier ministre. « Il faut que l'on quitte tous le gouvernement et que l'on s'installe autour de la table du dialogue », a-t-il dit. Réagissant aux formules gouvernementales qui circulent, les sources ajoutent que M. Hariri n'entrera plus désormais dans le jeu des nombres et sa position se base sur la Déclaration de Baabda et le retrait du Hezbollah de la guerre en Syrie, comme point de départ indispensable pour débattre des formules avancées. « Le président Hariri estime que le vide à la présidence de la République n'est pas inévitable et qu'un accord pourrait intervenir sur le nom du prochain chef de l'État, ajoutent

ces mêmes sources. Il considère que le vide aura des effets négatifs sur tout le monde et il appuie la formation d'un gouvernement accepté de tous ».

Citant M. Hariri, les sources assurent que « l'Arabie saoudite ne se mêle pas du processus de formation du gouvernement au Liban, alors que l'Iran et la Syrie s'ingèrent dans ce dossier ». « La campagne contre l'Arabie fait partie d'un projet iranien exécuté par le Hezbollah, et le secrétaire général du parti, sayyed Hassan Nasrallah, a parlé au nom du président Bachar al-Assad en lançant sa campagne contre le royaume ».

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad, (1er novembre 2013)

Selon un diplomate arabe au Liban, les Libanais refusent d'agir en se disant qu'avec les perspectives de solution de la crise syrienne, ce n'est pas la peine de prendre la moindre initiative puisqu'un règlement en Syrie, par le biais de la tenue de la conférence de Genève 2, aura forcément des répercussions sur le Liban. Mais il ajoute que les Libanais ne devraient pas attacher beaucoup d'espoirs sur une solution rapide du conflit syrien, car même si le cadre général de la solution est devenu clair et accepté par les Américains et les Russes, le conflit est encore appelé à se prolonger. Le diplomate arabe va même jusqu'à dire que la poursuite du conflit arrange de nombreuses parties. D'abord, les États-Unis, et avec eux l'Occident en général, ne sont pas mécontents de voir les jihadistes du monde entier venir en Syrie pour y combattre, d'autant que le régime syrien est en train de les tuer. Ce qui règle quelque part le problème que pourrait poser leur retour dans leurs pays d'origine. C'est sans doute cynique, mais la politique se fait rarement avec des bons sentiments. Dans ce contexte, le maintien en place du régime est devenu indispensable, mais en même temps, il ne faut pas non plus que ce régime devienne trop fort, et dans ce sens, la poursuite des combats l'affaiblit et le rendra plus malléable le moment venu.

Pour l'instant, et en dépit de la multiplication des déclarations sur la nécessité d'une solution politique, celle-ci est encore loin d'être imminente. Pour une raison très simple, c'est qu'en principe, elle

prévoit une période transitoire, sur laquelle les parties concernées devraient se mettre d'accord. Au début, notamment après Genève 1, l'Occident refusait la participation du régime à cette conférence. Un an et demi de combats féroces plus tard, il a accepté l'idée de la participation du régime. Mais c'est maintenant du côté de l'opposition que le bât blesse. Les parties sollicitées pour participer à ce dialogue sont d'abord en conflit entre elles, et ensuite, elles ne sont plus représentatives sur le terrain. Si par exemple, dans le cadre du dialogue entre l'opposition et le régime, un cessez-le-feu est conclu, pour faciliter la tenue des pourparlers, les représentants de l'opposition sont-ils en mesure de le faire appliquer sur le terrain ? La réponse est non, selon le diplomate arabe, car les forces qui contrôlent le terrain sont les jihadistes du Front al-Nosra et de l'État islamique en Irak et au Levant. Et ces groupes n'obéissent certes pas au Conseil national syrien, à la Coalition nationale syrienne ou encore à l'Armée syrienne libre qui a perdu le contrôle de nombreuses régions du pays, sans oublier le fait que son chef d'état-major, le général Sélim Idriss, est en conflit ouvert avec le chef de cette armée, le colonel Riad al-Assaad. En même temps, les Américains et leurs partenaires refusent de convier des représentants des groupes jihadistes à la conférence de Genève et l'Arabie saoudite, qui pourrait avoir une influence sur eux, refuse d'appuyer la tenue de cette conférence dans un proche avenir. Comment, dans ce cas, cette conférence pourrait-elle se tenir ?

Le principe en a beau être acquis, les données militaires et politiques ne sont pas encore favorables à sa tenue. Il faut donc encore du temps, et malheureusement du sang, pour que de véritables négociations puissent prendre place et pour que les parties concernées soient enfin prêtes à les mener. L'annonce de la visite prochaine du secrétaire d'État américain John Kerry en Arabie saoudite est certes, dans ce contexte, un signe positif. Mais la solution n'est pas encore mûre.

C'est pourquoi, estime le diplomate arabe, les Libanais doivent être vigilants et faire des concessions mutuelles pour sauver leur pays du chaos qui l'attend. À cause notamment de l'afflux probable de déplacés syriens, dû à la prolongation du conflit. Faute de moyens pour les loger et les aider à survivre, ces déplacés pourraient venir grossir les rangs des désœuvrés, des désespérés et des miliciens en

puissance.

Al-Raï (Quotidien koweïtien, 31 octobre 2013)

L'officier supérieur états-unien à la retraite, Tristan Ash, spécialiste de la lutte anti-terroriste, a dévoilé les dessous du « monde secret », révélant que tous les pays du Proche-Orient, leurs présidents, leurs dirigeants et leurs partis, sont mis sur écoute d'une manière quotidienne, sans distinction entre ami ou ennemi. L'ancien officier US a précisé que le Hezbollah est le seul parti qui ne possède pas une empreinte électronique permettant qu'il soit espionné, car il utilise son propre système de télécommunication filaire. Il précise, cependant, qu'un grand nombre de responsables du parti utilisent, bien que prudemment, du matériel de communication sans fils, ce qui permet de collecter des informations pour éviter que les services de renseignement ne se retrouvent dans un noir total. Mais ces services savent que les renseignements collectés sur le Hezbollah grâce à la surveillance électronique restent en deça du niveau requis.

M. Ash a indiqué qu'il est impossible de surveiller toutes les communications au Proche-Orient sans la complicité des autorités locales, « qui facilitent, pour la plupart, notre mission. » « Toutefois, nous avons parfois besoin d'une équipe de travail sur le terrain pour installer du matériel de surveillance dans certains endroits ou des fréquences VHF-UHF, qui nous permettent de collecter les données nécessaires », a-t-il ajouté.

L'ancien officier US a révélé qu'après les attentats du 11 septembre 2001, des ordres ont été donnés pour transformer toutes les ambassades états-uniennes dans le monde en centres d'écoute. Les missions diplomatiques ont été équipées de matériels de haute précision, de sorte que l'on retrouve, à l'intérieur de chaque chancellerie, des bases semblables à celles de la NASA.

Et M. Ash de poursuivre : « Les gigantesques systèmes d'analyse des services de renseignement internationaux disposent d'un vaste lexique. Si, par exemple, des mots tels que missile, Israël, Hezbollah ou Al-Qaëda, ainsi qu'un grand nombre d'autres expressions, sont utilisés dans des conversations, les communications sont envoyées pour analyse et entrent dans les bases de données, avant que des recommandations ne soient

émises pour décider de l'action à prendre ».

L'officier à la retraite a conclu en précisant que la surveillance électronique ne se limite pas uniquement aux questions militaires ou pour faire avorter des attentats terroristes avant qu'ils ne se produisent. Ils portent également sur l'espionnage industriel. La technologie a ainsi été utilisée pour connaître les intentions des Arabes en matière d'économie, de pétrole et d'achat de matériel militaire.

Nezavissimaïa gazeta (Quotidien russe, 30 octobre 2013)

Trois jours avant la fin du délai imparti les autorités syriennes ont présenté à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) une déclaration détaillée sur leurs sites chimiques et ont formulé des propositions pour la destruction de leurs arsenaux chimiques, écrit mercredi le quotidien.

En dépit des problèmes de sécurité qui les ont empêchés de visiter tous les sites, les experts de l'Onu et de l'OIAC ont, pour leur part, pratiquement terminé la destruction des moyens de production des armes chimiques dans le pays.

Quel pays va maintenant accepter de prendre en charge la destruction des produits toxiques ? Pour l'instant, les voisins proches de la Syrie et les pays européens s'y sont refusés. La situation est donc dans l'impasse aussi bien sur le plan territorial que financier.

Damas avait déjà envoyé à l'OIAC un inventaire préliminaire de ses sites chimiques mais cette nouvelle version de 714 pages est plus complète et détaillée. Les autorités syriennes ont donc déclaré 23 sites de 41 bâtiments, qui abritent 18 usines de production d'armes chimiques, 12 dépôts et 8 complexes mobiles pour remplir les plateformes de lancement avec des produits chimiques.

Le rapport qu'Ahmet Uzumcu, directeur général de l'OIAC, a présenté au Conseil de sécurité des Nations unies mentionne la présence de 1290 tonnes de produits chimiques et de précurseurs dans le pays, ainsi que de 1230 vecteurs non armés – des missiles et des mines.

Damas a également présenté un « plan général de destruction » dont le Conseil de sécurité prendra connaissance avant le 15 novembre. Le *New York Times* rappelle qu'en septembre,

Washington avait annoncé que la Syrie disposait de 45 sites chimiques. D'après le journal, cette différence avec les données du rapport syrien pourrait s'expliquer aussi bien par l'aspiration de Damas à consolider ses arsenaux chimiques que par des manques dans la liste fournie. Quoi qu'il en soit le département d'État la trouve « réaliste ».

Sur les 23 sites dévoilés par les autorités syriennes les inspecteurs internationaux n'ont pu en visiter que 21. Le but de l'inspection consistait à détruire les capacités de production des armes chimiques : les équipements —notamment les appareils pour remplir les ogives avec du sarin et d'autres produits toxiques, ainsi que les ogives elles-mêmes— ont été détruits avec des masses, des tronçonneuses et des bulldozers. Les deux sites restants se trouvent dans les zones de conflit et le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a promis au Conseil de sécurité que les experts les inspecteraient dès que possible.

Le second objectif —détruire les produits toxiques existants— est bien plus complexe. Les autorités étudient plusieurs méthodes, dont l'incinération. Mais au-delà du « comment », la question est surtout de savoir « où » seront détruites les armes chimiques, en Syrie ou en dehors ? La guerre civile complique la mise en œuvre des deux scénarios. Selon l'OIAC, la destruction des armes chimiques est impossible en Syrie, mais il est extrêmement dangereux de transporter ces arsenaux.

Selon les experts, il ne faut pas compter sur Israël, le Liban ou la Libye. Quant aux pays européens, la Norvège a décliné la semaine dernière la requête des USA, se référant à des restrictions juridiques et techniques. L'Albanie, la Belgique et la France ont une expérience en la matière, mais ces pays n'ont pas encore donné leur accord. « Je pense qu'il n'y a aucune chance pour que ces armes chimiques soient détruites en Europe », note Rouslan Poukhov, directeur du Centre d'analyse stratégique et technologique. Selon lui les pays de la CEI comme l'Ukraine ou la Biélorussie pourraient en prendre la responsabilité. Les voisins les plus proches (la Turquie, la Jordanie, le Liban) sont l'alternative optimale mais ils refuseront certainement cette mission en raison de leurs problèmes politiques intérieurs, analyse Rouslan Poukhov. Le problème a également un aspect financier. « Malheureusement

ce projet requiert une immense somme d'argent. Certains États ont annoncé qu'ils pourraient apporter leur contribution dans cette affaire mais d'autres pays ont refusé en raison de certains obstacles à cette opération », a déclaré l'ambassadeur de Syrie en Russie Riad Haddad.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « La chute de Sfeira près d'Alep », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 4 novembre 2013, www.voltairenet.org/article180821.html